



Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 31/01/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/08/2023

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DELPY CHROMELEC**

32 Rue Baptiste Marcet  
37100 Tours

Références : 2023 - 1007  
Code AIOT : 0010000662

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2023 dans l'établissement DELPY CHROMELEC implanté 32 rue Baptiste Marcet 37100 Tours. L'inspection a été annoncée le 01/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELPY CHROMELEC
- 32 rue Baptiste Marcet 37100 Tours
- Code AIOT : 0010000662
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DELPY CHROMELEC réalise des activités de traitement de surface.

L'établissement est réglementé par les arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 13 908 du 13 avril 1993,
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 18 882 du 12 octobre 2010 (rejets aqueux et rejets atmosphériques).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des rejets industriels aqueux
- consommation d'eau
- dispositions relative à la sécheresse
- confinement des écoulements polluants et rétentions

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 3  | Consommation spécifique                         | Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.3 | Lettre de suite préfectorale   | 60 jours              |
| 4  | Fréquence d'analyse des rejets aqueux           | Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2 | Lettre de suite préfectorale   | 60 jours              |
| 5  | Enregistrements GIDAF                           | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1   | Lettre de suite préfectorale   | 60 jours              |
| 7  | Plan des réseaux                                | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7   | Lettre de suite préfectorale   | 60 jours              |
| 9  | Aire de chargement/déchargement                 | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.V | Lettre de suite préfectorale   | 60 jours              |
| 10 | Confinement des eaux polluées en cas d'incident | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9   | Lettre de suite préfectorale   | 60 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Consommation d'eau                              | Arrêté Préfectoral du 13/04/1993, article 6.I.1-3 | Sans objet        |
| 2  | Mesures de restriction en période de sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article I.1     | Sans objet        |
| 6  | Valeurs limites de rejets aqueux                | Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.1     | Sans objet        |
| 8  | Capacités de rétention                          | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II    | Sans objet        |
| 11 | Ouvrage épuratoire / Alarmes en point bas       | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.IV    | Sans objet        |
| 12 | Chaîne de traitements de                        | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I     | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|-------------------------|-------------------|
|    | surfaces / Alarmes en point bas |                         |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont rappelés dans les tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consommation d'eau

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/1993, article 6.I.1-3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débit des eaux résiduaires rejetées au réseau d'assainissement collectif après détoxification obligatoire ne devra pas dépasser 60 m3 par jour.</p> <p>Ce rejet fera l'objet d'une convention entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau, sans préjudice des dispositions réglementaires figurant ci-après.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Pas de non respect constaté.</p>   |
| <p><b>Observations :</b></p> <p>Les consommations sont relevées quotidiennement et consignées sur un registre dédié. ces consommations sont par ailleurs confrontées, une fois par mois, au compteur d'arrivée d'eau pour s'assurer de la cohérence des consommations.</p> <p>Au plus, la société DELPY CHROMELEC consomme en moyenne 35 m3 par jour sur une année complète (260 jours travaillés) depuis 2019.</p> <p>La consommation annuelle de l'établissement s'est notamment montée à 9385 m3 en 2019, 8098 m3 en 2020, 9106 m3 en 2021, 7832 m3 en 2022.</p> <p>Plusieurs améliorations ont été apportées ou sont envisagées par l'exploitant de façon à réduire la consommation d'eau de l'établissement :</p> <p>une note à destination du personnel du 31 mai 2022 a notamment été rédigée afin d'ajuster au mieux la consommation d'eau au besoin de l'outil de production ;une vieille électrovanne dysfonctionnant a été supprimée en 2022 ;l'installation d'électrovannes pilotant l'alimentation en eau des chaînes de traitements de surfaces est envisagée afin de d'assurer une alimentation en eau aux seuls besoins nécessaires en fonction des pièces traitées.</p> <p>Il convient de noter que les rejets industriels de l'établissement se font, après traitement via une station physico-chimique, vers la station d'épuration de l'agglomération. Une convention de rejet a été signée le 3 novembre 2022 pour ce faire, ainsi qu'une autorisation de rejet le 20 octobre 2022.</p> |

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 2 : Mesures de restriction en période de sécheresse**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article I.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de restriction en période de sécheresse   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. |
| <b>Constats :</b><br><br>Pas de non respect constaté.   |
| <b>Observations :</b><br><br>Comme vu au point de contrôle précédent, l'établissement DELPY Chromelec consomme moins de 10 000 m <sup>3</sup> d'eau annuellement et n'est donc pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 3 : Consommation spécifique**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation spécifique   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.<br>Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite " consommation spécifique ", la plus faible possible.<br><br>Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :<br><br>-les eaux de rinçage ;<br>-les vidanges de cuves de rinçage ;<br>-les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;<br>-les vidanges des cuves de traitement ;<br>-les eaux de lavage des sols ;<br>-les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.<br><br>Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :<br>-les eaux de refroidissement ;<br>-les eaux pluviales ;<br>-les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé. |

|   |
|---|
| <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>II.</p> <p>La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 12 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le calcul de la consommation spécifique est fait pour l'ensemble des fonctions de rinçage et non pour chacune d'elle et ne permet donc pas de justifier du respect de 8 litres/m<sup>2</sup>/fonction de rinçage.</p>   |
| <p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant a justifié d'une consommation spécifique de 6,11 litres/m<sup>2</sup> de surfaces traitées pour l'année 2022. Néanmoins, le calcul est fait pour l'ensemble des fonctions de rinçage et non pour chacune d'elle et ne permet donc pas de justifier du respect de 8 litres/m<sup>2</sup>/fonction de rinçage.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>  |

**N° 4 : Fréquence d'analyse des rejets aqueux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence d'analyse des rejets aqueux    |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

| Paramètres   | Surveillance assurée par l'exploitant                | Validation de la mesure par un laboratoire agréé |
|--|--|--|
|  | Périodicité de la mesure                             |  |
| pH et débit  | En continu<br>Consignation journalière pour le débit | Trimestrielle                                    |
| Cr VI  | Journalière  |  |
| Métaux : Ag, Al, Cu, Fe, Ni, Sn, Zn                            | Hebdomadaire<br>(a minima Ag, Cu, Fe, Ni et Zn)      |  |
| Cr III, MES, F, Nitrites, Azote global, P, DCO, HC totaux, AOX | -  |  |

#### Constats :

La fréquence des analyses trimestrielles n'est pas respectée.

#### Observations :

Ph, débit, Cr6, Ag, Al, Cu, Fe, Ni, Sn, Zn sont autant de paramètres faisant l'objet d'une autosurveillance et donc suivis en interne :

en continu pour le pH et le débit ; Journalier pour Cr6 ; hebdomadaire pour les autres paramètres. Aucun écart n'a été constaté pour ce faire.

L'ensemble de ces paramètres doit par ailleurs faire l'objet d'analyses trimestrielles, les paramètres Cr3, MES, F, Nitrites, Azote global, P, DCO, HC totaux, et AOX venant se rajouter pour ces analyses. Néanmoins, il a été observé l'absence d'analyses trimestrielles pour le dernier trimestre 2022 et pour le second trimestre 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 5 : Enregistrements GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Enregistrements GIDAF

#### Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

|   |
|---|
| La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les résultats des analyses trimestrielles ne sont pas enregistrées dans GIDAF par l'exploitant.  |
| <b>Observations :</b><br><br>La consultation des enregistrements GIDAF effectués par l'exploitant ont permis de constater l'enregistrement de l'ensemble des paramètres mesurées excepté concernant les résultats des paramètres issus des analyses trimestrielles. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours   |

**N° 6 : Valeurs limites de rejets aqueux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.1             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets aqueux - NC4 VI 09/04/2021 |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |



Concernant les émissions de polluants aqueux, les installations respectent les dispositions suivantes :

| Paramètres | Valeurs Limites d'Emission :<br>Concentration (mg/L) | Si le flux est supérieur<br>à (g/j) : | Valeurs Limites<br>du flux journalier (g/j) |
|------------|--|---------------------------------------|---|
| Ag         | 0,35   | 0,65                                  | 20  |
| Al         | 3,5  | 6,65                                  | 200   |
| Cr VI      | 0,065  | -                                     | 4   |

|                 |      |        |       |
|-----------------|------|--------|-------|
| Cr III          | 1,35 | 2,65   | 80    |
| Cu              | 1,35 | 2,65   | 80    |
| Fe              | 3,5  | 6,65   | 200   |
| Ni              | 1,35 | 2,65   | 80    |
| Sn              | 1,35 | 2,65   | 80    |
| Zn              | 2    | 4      | 120   |
| MES             | 20   | 40     | 1 200 |
| F               | 10   | 20     | 600   |
| Nitrites        | 0,65 | 1,35   | 40    |
| Azote global    | 35   | 35 000 | 2 000 |
| P               | 6,65 | 6,65   | 400   |
| DCO             | 100  | -      | 6 000 |
| HC totaux       | 3,5  | 6,65   | 200   |
| AO <sub>x</sub> | 0,5  | 1      | 30    |

(-) = pas de valeur

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les émissions de rejets aqueux respectent également les dispositions suivantes :

- le pH est compris entre 6,5 et 9 ;
- la température est inférieure à 30° C ;
- le débit maximum journalier est de 60m<sup>3</sup>/j.

|   |
|---|
|   |
| <b>Constats :</b><br><br>Pas de non respect constaté.   |
| <b>Observations :</b><br><br>La dernière analyses trimestrielle réalisée par le laboratoire EUROFINS le 27 janvier 2023 ne fait apparaître aucun dépassement des paramètres mesurés conformément aux dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010.<br><br>Il convient de noter que l'exploitant fait dorénavant enlever les lessives du dégraissage lessiviel par GRV pris en charge par la société BS ENVIRONNEMENT et ne sont donc plus dirigés vers la station physico-chimique de l'établissement, ce qui a eu pour conséquence de supprimer des dépassements en DCO rencontrés par le passé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 7 : Plan des réseaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection un plan des réseaux à jour.  |
| <b>Observations :</b><br><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection un plan des réseaux à jour comportant notamment les réseaux d'évacuation des eaux usées sanitaires, des eaux industrielles, des eaux pluviales potentiellement polluées, et des eaux pluviales non polluées, avec tous les dispositifs de traitement et de pilotage adaptés (séparateurs à hydrocarbures, vannes d'obturation, ....) |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours  |

#### N° 8 : Capacités de rétention

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités de rétention  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br><br><ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul><br>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :<br><br><ul style="list-style-type: none"><li>- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;</li><li>- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Pas de non respect constaté.  |
| <b>Observations :</b><br><br>Les stockages de produits observés lors de l'inspection sont associés à une capacité de rétention bénéficiant d'un dimensionnement adapté.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 9 : Aire de chargement/déchargement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.V  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de chargement/déchargement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'aire de chargement/déchargement de l'établissement située sur le côté du bâtiment n'est pas associée à une capacité de rétention.  |
| <b>Observations :</b><br><br>L'aire de chargement/déchargement de l'établissement située sur le côté du bâtiment n'est pas associée à une capacité de rétention. Bénéficiant seulement d'un revêtement étanche, un                  |

|  |
|--|
| déversement accidentel sur cette dernière aura probablement pour conséquence un écoulement vers l'établissement immédiatement voisin, situé par ailleurs en contrebas. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours  |

#### N° 10 : Confinement des eaux polluées en cas d'incident

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux polluées en cas d'incident  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant détermine le volume représenté par les capacités de rétention évoqués ci-dessus en concluant sur leur suffisance au regard du volume nécessaire attendu pour le confinement des eaux potentiellement polluées déterminé sur la base du guide technique D9A de l'Ineris ou tout référentiel équivalent.</p> <p>Au-delà du volume de confinement nécessaire, l'exploitant doit également justifier de la mise en place d'un dispositif permettant de procéder à un tel confinement.</p>  |
| <p><b>Observations :</b></p> <p>Le bâtiment de l'établissement présente en son centre une pente dirigeant les écoulements vers la capacité de rétention de la station physico-chimique de traitement des effluents de l'atelier de traitements de surfaces. Associée aux capacités de rétention associées aux deux chaînes de traitements de surfaces, ces dernières représentent le seul volume de confinement des écoulements accidentels, y compris les écoulements issus d'un éventuel incendie.</p> <p>Aucun autre dispositif n'existe, notamment à l'extérieur du bâtiment, permettant de confiner les eaux d'extinctions d'incendie ou tout écoulement issu d'un déversement accidentel.</p> <p>Néanmoins, le volume représenté par ces capacités de rétention n'est pas connu (notamment pour la capacité de rétention associé à la station de traitement), et la possibilité d'utiliser toute leur capacité en cas d'incendie tout en maîtrisant tout écoulement n'est pas confirmé.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours   |

**N° 11 : Ouvrage épuratoire / Alarmes en point bas**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.IV   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrage épuratoire / Alarmes en point bas - NC3 VI 09/04/2021  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation seront munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire sera construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Pas de non respect constaté.   |
| <b>Observations :</b><br><br>Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation sont effectivement munis de rétentions spécifiques avec déclencheur d'alarme en point bas.<br>L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est effectivement construit sur un revêtement étanche dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 12 : Chaîne de traitements de surfaces / Alarmes en point bas**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chaîne de traitements de surfaces / Alarmes en point bas  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Pas de non respect constaté.  |
| <b>Observations :</b><br><br>Les capacités de rétention associés aux chaînes de traitement de surface bénéficient toutes d'alarmes en point bas (flotteur avec détecteur).<br><br>L'une d'entre elle (chaîne de chromage, alarme visuelle) a été testée manuellement sans appeler de remarque particulière de la part de l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |